

par exemple, le règlement des conflits, les solutions communautaires et des projets de réconciliation en préparation pour les élections de 2001 au Guyana. Environ 300 000 \$ ont été dégagés pour former plusieurs Guyanais, dont des fonctionnaires, au besoin d'intégrer la culture démocratique dans leur société. Diverses organisations de la société civile ont également fait partie de ce processus de formation.

Le Canada a joué un rôle de chef de file dans le développement du Forum parlementaire interaméricain en contribuant à la prise en charge des dépenses organisationnelles initiales. Le Forum aide à combler un vide actuel en créant une organisation interparlementaire hémisphérique en bonne et due forme qui rehaussera les consultations démocratiques et avec la société civile en centrant le dialogue des législateurs nationaux sur des questions touchant le plan d'action interaméricain en matière de coopération. En mars 2000, les chefs des comités des relations étrangères de parlements des Amériques se sont rencontrés pour la première fois à Washington, aux États-Unis, pour faire progresser l'élaboration de ce réseau de législateurs.

### **SOCIÉTÉ CIVILE**

Au Sommet de 1998 des Amériques tenu à Santiago, au Chili, les gouvernements participants ont convenu qu'il était important d'inclure la société civile dans les décisions sur les questions publiques.

Les Canadiens ont la ferme conviction qu'ils ont la possibilité d'influer sur d'importantes décisions gouvernementales. Réagissant à ce fait, le gouvernement du Canada a établi une tradition de consultations publiques sur l'élaboration des politiques et il continue de mettre au point de nouveaux moyens de soutenir une participation plus grande des citoyens à la formulation des politiques et à la prise de décisions.

---

**Prendre appui sur des initiatives en cours qui font la promotion d'une plus grande participation de la société civile à des questions publiques, comme les expériences fructueuses pertinentes provenant des conseils nationaux pour le développement durable et la Stratégie interaméricaine de la participation du public, entre autres. Dès que possible, les gouvernements adopteront des plans en vue de mettre en oeuvre les cadres juridiques et institutionnels fondés sur les principes et recommandations formulés dans leur pays respectif.**

L'accroissement de l'ouverture et la consultation avec les citoyens ont été des priorités affirmées au cours des deux dernières décennies. Voici quelques exemples de l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard de la société civile :

- des consultations approfondies d'un bout à l'autre du Canada, lesquelles ont débouché sur l'énoncé de la politique étrangère canadienne en 1995;
- l'intégration des vues de la société civile à propos des questions environnementales et du développement durable;